

RAPPORT:
**DIALOGUE DE PEUPLES AUTOCHTONES PAN AFRICAINS AVEC LE FONDS DE
PARTENARIAT POUR LE CARBONE FORESTIER (FPCF)**

Ngurdoto Mountain Lodge, Arusha, Tanzanie, Le 19 au 24 avril 2012



Préparé par: **Mainyoito Pastoralist Integrated Development Organization (MPIDO)**

Nairobi, mai 2012



Table de Matières

Acronymes.....	2
1. Introduction	3
2. Réunion Préparatoire des Peuples Autochtones Africaines	5
1. Exposés officielles : UNPFII et GT de Commission Africaine.....	6
2. Discussions de Groupe et Compte-rendu de réflexions	8
3. Le Dialogue : Identifier et répondre aux préoccupations des PAs Africains.....	11
3.1. Les questions émergentes : principales préoccupations des PAs.....	12
4. Résultats d'Arusha : Conclusions, recommandations et Plan d'Action	14
5. Cérémonie de clôture	16
Annexe 1: Liste de Participants	17
Annexe 2: L'Ordre du Jour	20
Annexe 3: Le Plan d'Action d'Arusha des Peuples Autochtones	20
Annexe 4: Photos du dialogue	29



Acronymes

RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
FPCF	Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
CLIP	Consentement Libre Préalable, et Informé
PA	Peuples Autochtones
GITPA	Group International de Travail pour les Peoples Autochtone
MRV	Mesures de Rapports et de Vérification
PO	Politique d'Opérations
QR	Questions et Réponses
REDD	Réduction des Émissions résultant du déboisement et la Dégradation Forestière
PPR	Proposition de Préparation à la REDD
ONU	Organisation des Nations Unies
UNDRIP	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
UNPFII	Instance Permanente des Nations Unies sur les Questions Autochtones



1. Introduction

Plus de 50 représentants de Peuples Autochtones Africains (PA) se sont réunis avec des représentants de la Banque Mondiale à Ngurdoto Mountain Lodge, Arusha, Tanzanie du 19ème à 14ème avril 2012 (annexe 1: liste des Participants). Le but de la réunion était de donner l'occasion aux PAs Africains de tenir un dialogue avec la Banque Mondiale concernant le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FPCF) en vue d'établir ce que veut dire le Fond par rapport aux droits des PAs sur les ressources forestières et comment peuvent-ils mieux s'engager de manière sensée et mutuellement bénéfique. Ce dialogue était le premier parmi une série des réunions régionales auxquelles la

Banque Mondiale s'est engagée à tenir avec les PAs dans le monde entier. La nécessité de ces dialogues a été convenue lors des consultations que les PAs ont tenues avec la Banque mondiale à Gaigirgurdub, Guna Yala, Panama en septembre 2011. À la fin de cette réunion, les PAs se sont convenus sur une feuille de route qu'ils ont appelée le Plan d'Action de Guna Yala. Des dialogues régionaux similaires sont prévus pour l'Asie et l'Amérique latine, avec un dernier dialogue global prévu pour septembre 2012.

Les représentants des PAs africains ont également profité du rassemblement à Arusha pour réfléchir sur leur situation par rapport aux gains qu'ils ont faits en attirant l'attention des gouvernements et des autres acteurs du développement envers leur situation, les défis auxquels ils font toujours face et les stratégies pour aller de l'avant. À cet égard, ils ont tenu une réunion préparatoire à huit-clos pendant deux jours immédiatement avant le dialogue.

Objectives spécifiques de la Réunion

1. Mettre à jours les PAs en ce qui concerne la FPCF
2. Se mettre d'accord sur comment le FPCF mettra en œuvre les décisions de Cancun sur la REDD+ dans le cadre du projet du document de Lignes Directrices concernant l'engagement des parties prenantes à la préparation de la REDD+
3. Se mettra d'accord sur l'application des politiques de sauvegardes environnementaux et sociaux dans les dispositions des Partenaires Multiples de la mise en œuvre.
4. Discuter les perspectives et les préoccupations de PAs concernant le Fond de Carbon FPCF
5. Se mettre d'accord sur les mécanismes de l'avenir, processus et financement pour un engagement efficace dans FPCF et
6. Présenter une mise à jour concernant le paquet R



La réunion à huit-clos et le dialogue avec les représentants de la Banque Mondiale avaient comme objectif principal la promotion de l'engagement positif entre PAs africains et la Banque Mondiale, ainsi que d'autres organismes internationaux impliqués dans le travail d'adaptation et d'atténuation du changement climatique qui a une incidence sur les intérêts des PAs globalement, et à leurs droits aux forêts et aux ressources forestières particulièrement. Les discussions officielles au cours du dialogue étaient d'organiser autour de grands thèmes et mécanismes liés au travail du FPCF en particulier et la Banque Mondiale en général (voir encadrer et annexe 2, Ordre du Jour).

2. Réunion Préparatoire des Peuples Autochtones Africaines

La réunion à huit-clos tenue du 20 au 21 avril a servi à trois objectifs principaux, à savoir :

- Réunion préparatoire pour les PAs africains afin de leur permettre de se familiariser avec les questions pertinentes et de s'entendre sur une position collective concernant leur dialogue avec la Banque Mondiale ;
- Occasion pour les PAs de réfléchir sur leurs défis cruciaux dans leur engagement avec les gouvernements, les organisations internationales et les autres acteurs du développement et comment les aborder; et
- Occasion pour les PAs Africains de partager et de travailler en réseau en vue de renforcer leur voix collective et leur efficacité dans le plaidoyer au niveau national, régional et mondial.

La réunion comprenait des présentations en séance plénière ainsi que groupe de travail afin de discuter en profondeur sur les questions critiques convenues et présentation des résultats des discussions de groupe en séance plénière pour informer l'élaboration des positions collectives. Des présentations officielles ont été faites par des personnes-ressources clés, y compris les PAs et les personnes qui travaillent étroitement avec les PAs sur des questions relatives au changement climatique et d'autres questions aux niveaux nationales, régionales et mondiales.



1. Des exposés officielles : UNPFII et GT du Commission Africaine

Quatre présentations formelles ont été faites au cours de la réunion à huit-clos. Kanyinke Sena, un membre PA de l'Instance Permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) a fait un exposé portant sur le Forum et la participation des PAs africains dans ses réunions et dans d'autres processus et l'autre portait sur la *Doctrine de la découverte*, qui est le thème de la prochaine réunion du Forum. Kristen Hite, un Consultant qui a été engagé par MPIDO d'entreprendre un examen des propositions de modèle de préparation (R-PP) dans certains pays d'Afrique, a présenté ses conclusions sur ces processus par rapport aux préoccupations de PAs, à savoir : la participation, consentement, impacts environnementaux, la gouvernance participative, lois d'occupation de terre, MRV et partage des bénéfices. Grace Balawag de TEBTEBBA a fait un exposé sur l'expérience de PAs de l'Asie concernant leur participation dans les activités de UNPFII et d'autres mécanismes des Nations Unies, tandis que Naomi Kipuri, membre du groupe de travail de la Commission Africaine sur les Populations et Communautés Autochtones a fait un exposé sur les travaux du Groupe de Travail jusqu'à présent.

Sena a expliqué sur les origines, l'évolution et les travaux de l'instance permanente (UNPFII) en soulignant que le Forum offre un cadre unique aux PAs leur permettant de s'engager avec le système des Nations Unies et gouvernements du monde entier dans un plus haut niveau. Il a décrit ce que le Forum a fait à ce jour, notant qu'elle a fait un progrès importants en améliorant le profil des PAs dans l'arène internationale. Il a salué le travail fait par FPCF et a apprécié les efforts déployés par le Fonds et la Banque Mondiale sur le dialogue avec les PAs en tant qu'un effort important permettant d'assurer une participation effective de PAs aux les processus du FPCF et à d'autres initiatives de la Banque Mondiale sur le changement climatique.

En ce qui concerne la participation des PAs africains à UNPFII, Sena a expliqué que les membres du Forum comprennent des personnes choisies par les gouvernements et par les PAs. L'Afrique a une représentation Francophone et Anglophone pour les PAs. Il s'est demandé pourquoi des représentants PAs Africains choisis par le gouvernement ont été ceux des pays francophones. En outre, il a décrit la participation faible et inefficace de PAs africains dans le Forum, notant que leur participation était caractérisée par un nombre bas, une préparation et participation



insuffisante, avec peu ou pas de compte-rendu faites aux près de PAs par les personnes qui prennent part aux réunions et qu'aucun travail de suivi sur les recommandations n'a été mené aux près de gouvernements nationaux.

Sena a conclu avec un exposé sur la *Doctrine de la découverte*, qui est le thème de la prochaine réunion du Forum. Il a expliqué que cette doctrine, qui provenait de bulles papales du 15e siècle, forme la base de l'occupation d'une terre étrangère par des puissances occidentales auparavant et qu'il a continué à informer l'aliénation des terres de PAs dans les temps modernes. Il a vu un lien étroit entre la doctrine et les préoccupations des PAs au sujet de leurs droits fonciers dans le contexte du financement du changement climatique, y compris le FPCF. Il espère que les PAs d'Afrique participent efficacement dans ces réflexions sur la doctrine lors des séances à venir de l'Instance Permanente, et que ces réflexions contribueraient à une meilleure compréhension des enjeux de droits fonciers de PAs et comment les résoudre.

Présentation de Kristen Hite a résumé ses propres conclusions en ce qui concerné l'examen de la R-PPs du Ghana, République démocratique du Congo (RDC) et du Kenya et a incorporé des renseignements provenant des rapports de Cameroun, Éthiopie et République l'Afrique Centrafricaine. Elle a analysé comment les mesures de protection ont été appliquées dans le développement de R-PPs en mettant l'accent sur la participation des PAs dans ces processus et comment leurs préoccupations ont été traitées. Elle a identifié un certain nombre de contraintes empêchant la participation efficace des PAs dans ces processus, parmi eux : manque d'information, manque de capacité et de temps pour se préparer adéquatement et également l'absence de reconnaissance des « Peuples Autochtones » en tant qu'une catégorie distincte des partis prenants de ces processus dans certains pays. En conséquence, bien que des efforts sérieux aient été faits pour s'assurer que les PAs participent à R-PPs et que leurs préoccupations soient clairement articulées, il reste toujours des contraintes qui empêchent l'efficacité de leur participation. Certaines contraintes sont au niveau de la macro et nécessiteront l'action de la part des gouvernements ainsi que la Banque mondiale et d'autres acteurs, tandis que d'autres sont au niveau de la micro et nécessiteront une action par les PAs et leurs représentants.



Dans son exposé portant sur l'expérience de PAs de l'Asie concernant leur participation à l'Instance Permanente et à d'autres mécanismes des Nations Unies, Mme Balawag a souligné l'importance de la mobilisation efficace et d'investissement de temps et de ressources adéquates pour les préparations. Elle a affirmé que la qualité de la participation et les intrants dans le processus du Forum est directement proportionnelle à la qualité des préparations. Elle a également souligné l'importance du processus de la période de l'après conférence sur lequel des rassemblements régionales et nationales seront tenus afin d'assurer le débriefing des participants et la conception de stratégies de suivi portant sur les décisions et recommandations du Forum. Elle a fait appel aux PAs Africains de mettre en place les cadres appropriés pour la mobilisation, préparation et suivi en ce qui concerne l'Instance Permanente des Nations Unies sur les Questions Autochtones (UNPFII) ainsi que d'autres mécanismes pertinents aux niveaux régionaux et mondiaux.

Dr Naomi Kipuri a réitéré l'évolution du discours sur les PAs Africains en soulignant que la création du groupe de travail sur les Populations/Communautés Autochtones par la Commission Africaine a marqué le point culminant dans cette évolution. Elle a décrit les défis auxquels font face les PAs Africains tout au début étant obligé de répondre à la résistance général par des États africains contre la reconnaissance des communautés spécifiques comme étant autochtones. Elle attiré l'attention sur les immenses progrès accomplis au fil du temps, dont une grande partie soit l'œuvre du Groupe de Travail. Elle a noté avec grande satisfaction le fait que les PAs d'Afrique deviennent de plus en plus organisés tel qu'a été démontré par la présence et la qualité des discussions lors de la réunion. En concluant, elle a remercié les organisations et les institutions qui se sont mises derrière les PAs de l'Afrique au cours de leur longue lutte, et a singularisé le Groupe de Travail International sur les Affaires Autochtones (IWGIA) pour un éloge spéciale comme étant un vrai ami de PAs non seulement en Afrique mais aussi à l'échelle mondiale.

2. Discussions de Groupe et Compte-rendu de réflexions

Afin de faciliter des discussions plus élaborées sur des questions soulevées à partir des présentations formelles, les participants se sont séparés en groupes organisés autour des sous-



régions de l'Afrique qui étaient représentées à la réunion (Est, Ouest, Sud et Centrale) pour réfléchir et de formuler des recommandations sur les moyens d'améliorer la participation des PAs Africains dans l'Instance Permanente et de soulever des questions pour la prochaine rassemblement de l'instance Permanente sur le thème de la *Doctrine de la découverte*. Les rapports de groupe ont été reçus et ont été examinés en séance plénière.

Les groupes ont considérés et ont fait des recommandations sur la manière dans laquelle l'on peut améliorer le financement, la préparation, la responsabilité et des mécanismes de suivi de participation de PAs Africains à l'instance permanente (voir le tableau 1 ci-dessous)

Tableau 1: Comment promouvoir la participation par les PAs d'Afrique aux différents mécanismes mondiaux y compris FPCF

Financement	Préparation	Responsabilités	Le suivi
Concevoir des stratégies appropriées pour financement	Concevoir des stratégies appropriés pour: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sélection de participants appropriés ▪ préparation de participants avant les séances du Forum 	Veiller que les processus de sélection de participants soit participatifs et transparents	Les réseaux doivent mener une grande diffusion des recommandations du Forum dans tous les niveaux
Exhorter les bailleurs des fonds de distribuer le soutien à la participation de façons équitable entre Asie, Afrique et Amérique Latine	Organiser des processus de préparation annuels et collectifs au niveau national et régional	Assurer la rétroaction et mécanismes de rendre compte de ses décisions au niveau national et régional après les séances du Forum	Établir des mécanismes structurés pour le suivi de recommandations Profiter de la Journée International de Peuples Autochtones afin de mener un suivi pointue



Au cours des discussions de groupe sur la *Doctrine de la découverte*, les participants ont reflété sur l'impact de la doctrine par rapport aux PAs, particulièrement leurs terres et leurs droits concernant les ressources et les stratégies proposées pour la restitution qui devraient être pris en compte par l'instance permanente lors de ses prochaines rassemblements. Le tableau 2 ci-dessous présente selon un format résumé les résultats des discussions en groupe à cet égard.

Table 2: Doctrine de la découverte: Impacts et Options de Restitution

Impacts	Options de Restitution
Droits de propriété détruits, écosystèmes, moyens de subsistance, arrangements institutionnelles	restituer et compenser les PAs pour terres et ressources naturelles perdues
Perte de terre, connaissance traditionnelle, droits de la propriété intellectuelle, déplacement	Passer en revue et modifier les politiques et droits afin d'assurer les droits des PAs globalement et leurs droits à leurs terres et à leurs ressources précisément.
Identité socioculturelle, spirituelle, et dignité minés, préjudices perpétués, marginalisation institutionnalisée	Assurer un partage équitable de bénéfices là où les terres et les ressources naturelles de PAs sont exploitées
conflits engendrés basés sur ressources et troubles civils	organiser et faciliter les négociations entre les PAs, gouvernements et d'autres acteurs de développement pour les réparations
violation de droits de l'homme de PAs	

Suite à des discussions plénières des rapports du groupe, les participants se sont convenus sur les mesures suivantes visés à relever les défis :

1. Compiler les recommandations des groupes, notamment ceux relatifs à la *Doctrine de la découverte*, pour la présentation lors de rassemblement de l'instance Permanente par le Caucus africain;
2. Partager les parties pertinentes des recommandations des groupes avec FPCF ;
3. Les participants vont discuter et s'entendre sur les méthodes de sélection des représentants des PAs aux mécanismes de changement climatique et la responsabilité ; et



4. Les participants vont examiner les moyens d'assurer une meilleure coordination de la participation des PAs dans les différents mécanismes de changement climatique de l'ONU et d'autres organismes régionaux et mondiaux.

3. Le Dialogue : Identifier et répondre aux préoccupations des PAs Africains

Le dialogue entre les PAs d'Afrique et la Banque mondiale s'est déroulé sur une période de deux jours et demi. Le dialogue a été tenu autour de présentations de différents aspects du travail FPCF et la Banque mondiale avec la référence particulière sur comment pèse-t-il sur les droits d'occupations des terres et des ressources de PAs en générale ainsi que sur leur droit aux forêts et aux ressources forestières en particulier (voir encadré).

Les exposés ont mis l'accent sur la FPCF, sa gouvernance, structure et cadre opérationnel, avec un accent sur pourquoi et comment elle veut s'engager avec les PAs. D'autres exposés ont retracé l'évolution de l'engagement des PAs sur : les négociations de changement climatique; les gains réalisés à cet égard; ce qui reste à faire; les défis et les opportunités pour les PAs découlant surtout de Cancun et résultats de Durban. Des exposés spécifiques ont été organisés sur l'application du consentement libre, informé et préalable (CLIP) aux investissements relatifs au changement climatique et sur l'ensemble du Paquet de la préparation et le Fonds de Carbone (FPCF). Deux exposés ont énoncé les perspectives de PAs par rapport à ces questions en mettant

Questions/Themes des Exposés

1. Un aperçu de FPCF et l'engagement avec les PAs
2. Rôle des PAs d'Afrique au processus REDD+
3. Perspectives de PAs sur les Résultats de REDD+ au Cancun et au Durban
4. Décisions de Cancun et Durban sur les Sauvegardes et FPCF
5. Un aperçu de politiques de sauvegardes de la Banque Mondiale
6. Lignes Directrice d'ONU REDD portant sur CLIP
7. Perspectives de PAs sur MRV de Sauvegarde Carbonique et non carbonique
8. FPCF et considérations des droits
9. Paquet de préparation à la REDD: Objectif et approche d'évaluation
10. Le Fonds de Carbone FCPF



l'accent sur les mesures de sauvegardes dans le cadre de Cancun et les résultats de Durban et les mesures de rapports et de vérification (MRV) communautaire

Un intérêt particulier des exposés ainsi que des discussions au cours de séances de questions et réponses (Q & R) étaient centrés sur les sauvegardes et leur efficacité d'assurer les droits des PAs. Tout en reconnaissant qu'il y avait une augmentation de reconnaissance de leurs droits et leurs intérêts, les PAs ont été préoccupés par la mise en œuvre effective des sauvegardes, surtout à la lumière de politique nationale et cadres institutionnels souvent qui leur sont hostiles. Ils ont demandé des garanties sur l'engagement de la Banque Mondiale à veiller à ce que les sauvegardes soient pratiquement mises en œuvre.

Chaque présentation a été suivie d'une séance Q&R donnant aux PAs la possibilité d'obtenir des éclaircissements au près des fonctionnaires de la Banque Mondiale concernant les opportunités et les défis de leur participation et à la protection de leurs droits dans ces processus. À la fin de chaque journée, les PAs se sont réunis en caucus afin d'examiner les principales questions soulevées pendant les présentations de la journée et de convenir sur les stratégies pour aller de l'avant. Le caucus quotidien a permis le forum de préparer le Plan d'Action d'Arusha sur lequel ils se sont mis d'accord à la fin de la réunion.

3.1. Les questions émergentes : principales préoccupations des PAs

Déoulant des présentations et des discussions, les trois questions suivantes ont été identifiées comme étant des préoccupations critiques aux PAs Africains concernant leur engagement avec le FCPF et la Banque Mondiale :

- i. A quel point peut on faire confiance à la Banque Mondiale d'exécuter les sauvegardes afin de sécuriser et de protéger les droits des PAs ;
- ii. Si les gouvernements africains peuvent être dignes de confiance pour mettre en œuvre les mesures de sauvegardes dans leurs investissements liés au changement climatique.
- iii. Comment les PAs peuvent-ils être soutenus afin de développer les capacités nécessaires leur permettant de dialoguer utilement avec FCPF et autre processus et mécanismes liés au climat et de surveiller la mise en œuvre des garanties.



3.1.1. Faire confiance à la Banque mondiale de produire des résultats.

Tout en reconnaissant les efforts louables du FPCF de vouloir s'engager avec eux, les PAS d'Afrique ont demandé une assurance au près de la Banque Mondiale si elle pourra réaliser les sauvegardes, compte tenu de son record et son influence aux gouvernements dans ses opérations. Les participants ont rappelé les officiés de la Banque Mondiale lors de la réunion qu'en fin de compte, la Banque s'occupe avec les gouvernements, qui sont également leurs propriétaires. En outre, ils ont pris note du bilan des opérations de la Banque mondiale en Afrique dans le passé et de même que dans le présent, qui ont eu des impacts négatifs sur les intérêts relatifs aux terres et aux moyens de subsistance des PAS.

En outre, les PAS ont pris note que la politique opérationnelle 4.10 de la Banque mondiale portant sur les peuples autochtones exige des consultations *libres et informées et préalables* donnant à *un soutien d'une grande partie de la communauté* qui est un standard plus bas que le consentement libre, informé et préalable qui fait parti de la déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones (UNPFII) pour des projets affectant leurs terres et territoires. Ils ont affirmé qu'elles considèrent UNPFII en tant que la norme pour garantir leurs droits sur leurs terres et leurs territoires.

3.1.2. Faire confiance aux gouvernements africains de produire des résultats

Bien qu'ils aient reconnu qu'un progrès a été accompli dans un certain nombre de pays africains en ce qui concerne le discours sur les droits des PAS, les participants généralement s'inquiétaient sur la capacité et la volonté des gouvernements africains à mettre en œuvre les sauvegardes. Ils ont exprimé des doutes quant à l'engagement de leurs gouvernements d'assurer la protection de leurs droits. Ils se sont interrogés si les gouvernements avaient la volonté politique ou des politiques appropriées, cadres juridiques et institutionnels, ainsi que des ressources techniques, financières et matérielles pour leur permettre de mettre en œuvre les sauvegardes.



Les participants ont pris note des changements dans un certain nombre de pays africains dans les domaines de la gouvernance, de gestion des ressources naturelles et de développement économique ayant le potentiel d'améliorer la capacité des PAs d'influencer les politiques et les processus de prises des décisions. Cependant, ils ont reconnu qu'un important changement au niveau de politique restait toujours une affaire à réaliser dans la pratique. L'insuffisance par rapport aux capacités institutionnelles et techniques couplés avec le manque de ressources, empêchait la mise en œuvre des politiques positifs de même qu'est la mobilisation insuffisante de la part des PAs.

3.1.3. Défis liées aux capacités de PAs d'influencer la mise en œuvre

Les participants ont souligné le défi posé par le manque de capacité de la part de PAs à se mobiliser afin d'assurer les sauvegardes dans tous les niveaux. Capacités organisationnelles, techniques, matériels et financiers permettant de surveiller efficacement la mise en œuvre des sauvegardes ont été reconnues comme étant indispensables à leur efficacité. Les PAs ont sollicité le soutien de la Banque Mondiale afin de développer ces capacités pour leur permettre d'être mieux placés à surveiller l'application des sauvegardes.

Ils ont exhorté le FPCF d'offrir un soutien aux PAs ainsi que les gouvernements africains à développer des capacités techniques appropriées pour la mise en œuvre des sauvegardes. Ils ont également fait appel à la Banque mondiale de mobiliser les gouvernements africains des soutenir les sauvegardes et les droits des PAs à leurs terres et à leurs territoires.

4. Résultats d'Arusha : Conclusions, recommandations et Plan d'Action

Lors de la dernière matinée du dialogue, les participants ont convenu sur les principaux résultats de la réunion et également les actions à entreprendre afin de poursuivre les principales questions discutées au cours des deux journées de dialogue. Le Plan d'Action d'Arusha de PAs a été présenté à l'équipe de la Banque Mondiale qui après l'avoir examinée au caucus, ont fourni un compte-rendu de leur réflexions aux PAs. Les représentants de la Banque ont apprécié l'occasion d'avoir dialogué avec les PAs, ont exprimé leur engagement de vouloir poursuivre le dialogue



avec les PAs de l'Afrique et ceux des autres régions afin de s'assurer que le FPCF et d'autres initiatives de la Banque Mondiale sont mis en œuvre avec la collaboration active des PAs de façon que cela garantisse leurs droits tout en contribuant à répondre aux défis du changement climatique.

Le Plan d'Action d'Arusha de PAs de l'Afrique doit être diffusé en tant qu'un document séparé. En résumé, le Plan d'Action :

- A réaffirmé le Plan d'Action de Guna Yala en tant que la base d'un dialogue continu et consultations entre les PAs et FPCF dans le monde entier;
- A félicité la Banque mondiale de sa volonté de vouloir bien s'engager positivement avec les PAs en ce qui concerne la mise en œuvre de la FPCF ;
- A apprécie le travail de la Commission Africaine sur les Droits l'Homme et des Peuples et son Groupe de Travail sur les Populations Autochtones et de l'orientation qu'il continue de fournir aux gouvernements africains sur les questions des peuples autochtones;
- A noté avec satisfaction la résolution de la Commission Africaine sur les Droits de l'homme et des Peuples sur le changement climatique et les peuples autochtones qui fait appel à une approche axée sur les droits de l'homme liés aux changements climatiques en Afrique;
- A appelé les gouvernements africains de protéger les droits de PAs en ratifiant et domestiquant des instruments internationaux qui reconnaissent les PAs et leurs droits ;
- A noté avec satisfaction la volonté croissante de certains gouvernements africains de vouloir bien s'engager avec les PAs dans l'élaboration de politiques qui respectent les droits des PAs et a également fait appel à tous les autres pays africains de faire de même sur les instruments internationaux et les obligations;
- A appelé le FPCF de continuer à soutenir les PAs à travers le renforcement des capacités, recherche, l'analyse et la documentation afin de renforcer la participation des PAs dans le processus REDD + ;



- A fait appel à la Banque Mondiale d'accélérer l'examen de ses politique opérationnelle 4.10 sur les peuples autochtones, procéder de même avec la participation pleine, éclairée et efficace des PAs et profiter de l'occasion de passage en revue pour aligner les provisions de la politique opérationnelle avec les impératifs du consentement de la déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (UNDRIP) ; et
- A appelé à l'inclusion des valeurs non-carbone dans la fixation de prix du carbone.

5. Cérémonie de clôture

Le dialogue a été terminé avec les déclarations par le représentant de la Banque mondiale (Benoit Bosquet), un représentant du Comité Directeur de PAs qui a organisé la réunion (Mutimanwa Kapupu Diwa) et un représentant de MPIDO, l'organisme d'accueil (Joseph Ole Simel). Ils ont tous exprimé leur satisfaction concernant la façon dont s'est déroulé dialogue, ont apprécié l'esprit de collaboration qui a émergé entre la Banque Mondiale et les PAs dans l'espoir que les dialogues amélioreraient les relations entre la Banque et les PAs et qu'ils contribueraient à la mise en œuvre efficace et de succès du FPCF. Kapupu a noté et apprécié la capacité de l'organisation des peuples indigènes d'organiser, de mettre en œuvre et de faciliter les événements et l'engagement de haut niveau.

Ole Simel a remercié le gouvernement de la Tanzanie et le management et le personnel de Ngurdoto Mountain Lodge pour le soutien et l'hospitalité qu'ils avaient démontré en accueillant le dialogue. Il a apprécié la présence d'un représentant du gouvernement de la Tanzanie, qui avait assisté à la réunion du début jusqu'à la fin et a exprimé l'espoir que l'esprit de coopération et d'unité qui a été démontrée lors de la réunion allait informer la relation entre le gouvernement et les PAs dans l'avenir. Il a fait appel à tous les PAs dans les différents pays d'Afrique d'apprendre les uns des autres et de s'appuyer sur les succès enregistrés dans les différents pays pour le bien collectif de PAs dans l'ensemble du continent et dans le reste du monde.



Annex 1: Liste de Participants

Nom	Affiliation/Pays	Contact: Courrier électronique
1. Al-Ansari Maassa	Représentant de PAs, Burkina Faso	saoudata@hotmail.com
2. Mohammed Elmoctar	Représentant de PAs, Burkina Faso	saoudata@hotmail.com
3. Vital Bambanze	EMPRIP, Burundi	vbambanze@hotmail.com
4. Alexis Nikiza	Représentant de PAs, Burundi	Nikiza07@yahoo.fr
5. Njobdi A. Ibrahim	Représentant de PAs, Cameroun	injobdi@yahoo.fr
6. Django Sali	Représentant de PAs, Cameroun	salikala@yahoo.com
7. Aehshatou Manu	Représentant de PAs, Cameroun	aehshatoumanu@yahoo.com
8. Jerome Sitamon	Représentant de PAs, R C.A.	mefpcontact@yahoo.fr
9. Omariou Hindou	Représentant de PAs, Tchad	hindououmar@yahoo.fr
10. Parfait Dihoukamba	Représentant de PAs, Congo Brazzaville	renapacongo@yahoo.fr
11. Bernadette Nkoli	Représentant de PAs, Congo Brazzaville	renapacongo@yahoo.fr
12. Diwa Mutimanwa Kapupu	Représentant de PAs, RDC	linapyco@yahoo.fr
13. Faïda Jacqueline Chiroy	Représentant de PAs, RDC	faidachiroyjacque@yahoo.fr
14. Hemedi PatrickSaidi	Représentant de PAs, RDC	patricksaid2007@yahoo.fr
15. Darout Guma Gugie	Représentant de PAs, Éthiopie	Ilcailca2009@gmail.com
16. Charlene Y. Banjina Mbina	Représentant de PAs, Gabon	odamboleonard@yahoo.fr
17. Nguimba B. Sonia Blandine	Représentant de PAs, Gabon	odamboleonard@gmail.com
18. Kwasi Dankama Quarm	Représentant de PAs, Ghana	osofquarm@gmail.com
19. David Yator Kiptum	Représentant de PAs, Kenya	yat.orr@gmail.com
20. Paul Kanyinke Sena	UNPFII, Kenya	kanyinke@gmail.com
21. Stanley Kimaren	MRV, Kenya	kimaren@yahoo.com
22. Edna Chepkorir Kaptoyo	FIP, Kenya	ednakptoyo@yahoo.com
23. Raffealla A. Bulyar	Représentant de PAs, Kenya	Rbulyaar8@yahoo.com
24. Paul Lekapana	Représentant de PAs, Kenya	plekapana@yahoo.com
25. Victoria Legborsi Kagbo	Représentant de PAs, Nigeria	Vicky_five@yahoo.co.uk
26. Naomi Ntatai Kipuri	ALI, Kenya	Kipuri3000@yahoo.com
27. Elifuraha Laltaika	ALAPA, Tanzanie	elilaltaika@yahoo.com
28. Annande Nnoko	ALAPA, Tanzanie	anande_nnko@yahoo.com



29.	Lemeria Lekumok Kirony	Représentant d'ONU REDD Afrique, Tanzanie	kironyison@yahoo.com
30.	Pololet Kamando Mgema	Représentant de PAs, Tanzanie	paicodeo@gmail.com
31.	Oloinyeiye Yiaro	Représentant de PAs, Tanzanie	
32.	Samuel Nangiria	Représentant de PAs, Tanzanie	
33.	Richard Baalo	Représentant de PAs, Tanzanie	
34.	Eliakimu Gayewi	Représentant de PAs, Tanzanie	
35.	Paulo Tunyoni Lemunyo	Représentant de PAs, Tanzanie	oletunyoni@yahoo.com
36.	Lemomo Lendukay Kimay	Représentant de PAs, Tanzanie	lendukay@yahoo.com
37.	Scostica Joseph Porokwa	Représentant de PAs, Tanzanie	scolasticajoseph@yahoo.com
38.	Hillary Timothy Ole Yaile	Représentant de PAs, Tanzanie	pwclongidoprog@gmail.com
39.	Charles Angella Topoth	Représentant de PAs, Ouganda	topoth_c@yahoo.co.uk
40.	Henry Neza	Représentant de PAs, Ouganda	nezahenry@yahoo.co.uk
41.	Moses Mutumba	Représentant de PAs, Ouganda	pm@mucobadi.org
42.	Robert Chimambo	Représentant de PAs, Zambie	kchimambo@gmail.com
43.	Albert Barume	BIT	barume@ilo.org
44.	Joram Useb	IPACC, Afrique du Sud	Joram.ipacc@gmail.com
45.	Annetta Bok	Afrique du Sud	Annetta.bok@gmail.com
46.	Elfriede Gaeses	Namibie	e.gaeses@gmail.com
47.	Kathrin Wessendorf	IWGIA, Danemark	kw@iwgia.org
48.	Grace Balawag	TEBTEBBA, Philippines	grace@tebtebba.org
49.	Anke Weisheit	Académie	ankeweisheit@web.de
50.	Augustine Njamshi		
51.	Marsadule Onel	Observateur, Amérique Latin	masardule@gmail.com
52.	George Kafumu	Division de l'Environnement, Bureau du Vice Président, Tanzanie	kafumu@yahoo.com
53.	Rubin Rashidi	Gouvernement, RDC	rubinrashidi@yahoo.fr
54.	Benoit Bosquet	FPCF	bbosquet@worldbank.org
55.	Ken Rapp	FPCF	krapp@worldbank.org
56.	Haddy Sey	FPCF	Hsey@worldbank.org
57.	Hooda Neeta	FPCF	hneeta@worldbank.org
58.	Ranjith Menon	FPCF	Rranjith@worldbank.org
59.	Jorge Rodas Uquillas	FPCF	juquillas@worldbank.org



60.	Victor Bundi Mosoti	Conseil Légal, Banque Mondiale	vmosoti@worldbank.org
61.	Amar Inamdar	Spécialiste en conflits et doléances, Banque Mondiale	ainamdar@worldbank.org
62.	Gayathri Sriskanthan	PNUD	Gayathri.sriskanthan@undpaffiliates.org
63.	Joseph Simel	MPIDO, Kenya	joseph.simel@mpido.org
64.	Soikan Meitaki	MPIDO, Kenya	soikan.meitaki@mpido.org
65.	Nanta Mpaayei	MPIDO, Kenya	nanta.mpaayei@mpido.org
66.	Jacqueline Macharia	MPIDO, Kenya	administration@mpido.org
67.	Eliza Meriabe	MPIDO, Kenya	maryabeliz@yahoo.com
68.	Sophie Matura	MPIDO, Kenya	sophia.matura@mpido.org
69.	Anne Samante	MPIDO, Kenya	anne.samante@mpido.org
70.	Hite Kristen	Consultant, États-Unis	Kristenhite7@gmail.com
71.	Mukumo Joseph Itongwa	Représentant de PAs/Modérateur, RDC	Itojose2000@yahoo.fr
72.	Michael Ochieng Odhiambo	Modérateur, Kenya	ochiengodhiambo@gmail.com



Annexe 2: L'Ordre du Jour

Jeudi 19 avril		
Toute la Journée	Arrivé de Représentant de PAS	MPIDO/Ngurdoto Mountain Lodge
Vendredi 20 avril		
Toute la Journée	Réunion de PAS à huit-clos de bailleurs de fonds	Comité Directeur Régional
Samedi 21 avril		
Matinée - Après-midi	Réunion de PAS à huit-clos	Comité Directeur Régional
	Arrivé de participants d'Équipe de Gestion du Fonds (FMT/ FMT/PC/MDP)	Agents Voyage
Soirée	Briefing entre Comité Directeur Régional, FMT et Modérateur	Modérateur
Dimanche 22 avril		
<i>Séance 1: Ouverture Officielle et Présentations</i>		
0800 – 1000	Séance Spirituelle de PAS	Un sage Maasai
	Mots de bienvenue	Nanta Mpaayei, Elifuraha Laltaika, Benoit Bosquet
	Ouverture Officielle	Représentant de Gouvernement de Tanzanie
1000 – 1030	Pause Café	Ngurdoto Mountain Lodge
<i>Séance 2: Introduction au FPCF</i>		
1030 – 1300	Objectives du Dialogue et passage en revue de l'Ordre du jour	Modérateur
	Un aperçu de FPCF et l'engagement de PAS	Benoit Bosquet
	Rôle de PAS dans le processus REDD+	Elifuraha Laltaika
	Questions et Réponses (Q&R) Session	Modérateur
1300 – 1430	Pause Déjeuner	Ngurdoto Mountain Lodge
<i>Séance 3: Décisions de Cancun et de Durban sur REDD+</i>		
1430 – 1630	Perspectives PAS sur les décisions de Cancun et Durban	Stanley Kimaren
	Décisions de Cancun et Durban sur les Sauvegardes et FPCF	Ken Rapp



	Séance Q & R	Modérateur
4.30 – 5.00 pm	Pause Café Soirée	
Lundi 23 avril		
<i>Séance 4: Politiques de Sauvegarde de la Banque Mondiale</i>		
0830 – 1030	<i>Politiques de Sauvegarde de la Banque Mondiale: Un aperçu</i>	Victor Bundi Mosoti
	Lignes Directrices ONU REDD portant sur le CLIP	Gaya Sriskanthan
	MRV de Suivi Communautaire sur les Sauvegardes carbonique et non-carbonique: Un Perspectives de PAS	Stanley Kimaren
	Séance Q & R	Modérateur
1030 – 1100	Pause Café	Ngurdoto Mountain Lodge
1100 – 1300	FPCF et Considérations des Droits	Elifuraha Laltaika/Kristen Hite
	Paquet de préparation à la REDD: Objectif et approche d'évaluation	Neeta Hooda
	Q & R Séance	Modérateur
1300 – 1430	Pause Déjeuner	Ngurdoto Mountain Lodge
1430 – 1700	The Fonds de Carbone FPCF	Benoit Bosquet
	Q & R Séance	Modérateur
1700 – 1730	Pause Café	Ngurdoto Mountain Lodge
Mardi 24 avril		
<i>Séance 5: établissement d'un plan d'action, Voie à suivre, Conclusions et Recommandations</i>		
0830 – 1030	Caucus de PAS sur Plan d'Action d'Arusha	Comité Directeur Régional /Modérateur
1030 – 1100	Pause Café	Ngurdoto Mountain Lodge
1100 – 1300	Présentation du Plan d'Action en séance plénière	Représentant de PAS
	Caucus d'Équipe de FPCF sur le Plan d'Action et rendre compte de réflexions	Benoit Bosquet
	Cérémonie de Clôture	Comité Directeur Régional /Modérateur



Annexe 3: Le Plan d'Action d'Arusha des peuples autochtones

Dialogue Pan Africain de peuples autochtones avec FPCF

Arusha, Tanzanie, le 19 au 24 avril 2012

Le Plan d'Action d'Arusha des Peuples Autochtones

Nous, les représentants des peuples autochtones de l'Afrique se sont réunis dans la ville d'Arusha en République Unie de Tanzanie, du 19 au 24 avril 2012 pour un dialogue avec le Fonds de Partenariat du Carbone Forestier (FPCF) en vue de renforcer notre collaboration avec le Fonds au profit des communautés de PAs à travers le continent.

Nous réaffirmons le Plan d'Action de Guna Yala convenu à la fin du Dialogue de Peuples Autochtones avec FPCF au Panama du 27 au 29 septembre 2011 en tant que fondation pour le dialogue en cours et des consultations entre les PAs et FPCF dans le monde entier.

Nous saluons le geste positif par la Banque Mondiale de continuellement s'engager aux peuples autochtones à l'échelle mondiale.



Nous saluons le travail de la Commission Africaine de Droits de l'Homme et des Peuples et son Groupe de Travail sur les Populations et Communautés Autochtones et prenons ses conseils sur les peuples autochtones en tant qu'un pouvoir important sur l'existence et sur les droits des peuples autochtones en Afrique ;

Nous prenons en compte la résolution de la Commission Africaine de Droits de l'Homme et des Peuples Autochtones et son Groupe de Travail sur les Populations et Communautés Autochtones CADHP/Res153 (XLVI) 09 sur le changement climatique et les peuples autochtones et apprécions et réaffirmons son appel à une approche axée sur les droits de l'homme relative aux changements climatiques en Afrique ;

Nous faisons appel aux gouvernements africains de protéger les droits des PAs en ratifiant et en domestiquant des instruments internationaux qui reconnaissent les PAs et leurs droits, y compris le 169 de l'OIT, UNDRIP, CBD et autres instruments régionaux et mondiaux et mise en œuvre de ces lois au niveau national ;

Nous apprécions la volonté croissante de certains gouvernements africains de s'engager avec les PAs dans l'élaboration de politiques qui respectent les droits des PAs et donne la parole à tous les autres pays africains à faire de même en se fondant sur les instruments internationaux et les obligations, plus précisément la UNDRIP, le 169 de l'OIT et la Charte Africaine de droits de l'Homme et des Peuples.



Afin de renforcer la participation des PAs à la REDD + et à d'autres initiatives relatives au changement climatique, nous recommandons que le FPCF continue d'appuyer les PAs de l'Afrique notamment dans les domaines suivants :

1. Renforcement des capacités pour l'Engagement et la Participation Effective

Plus précisément :

- i. Renforcement des capacités des femmes et des jeunes sur les questions relatives au changement climatique y compris REDD + et FPCF ;
- ii. Formation et renforcement des capacités sur les Mécanismes de Recours de la Commission Africaine de Droits de l'Homme et des Peuples et le Groupe de Travail sur les Droits des Populations et Communautés Autochtones et d'autres mécanismes régionaux et internationaux pertinents ;
- iii. Formation sur les techniques de négociations et gestion des conflits ;
- iv. Le renforcement des capacités sur les politiques nationales, régionales et mondiales et de processus politique relatif au changement climatique, droits de l'homme, les peuples autochtones et de gestion de l'environnement et des ressources naturelles et les droits fonciers des femmes
- v. Sensibilisation sur les processus REDD + chez les peuples autochtones
- vi. Lobbying, plaidoyer et l'engagement avec les gouvernements et les autres acteurs
- vii. Renforcement des capacités de recherche, d'analyse et de documentation

2. Recherche, analyse et Documentation

Plus précisément :

- i. Étude sur les questions d'occupation de terre des peuples autochtones en Afrique



- ii. Cartographie géographique et culturelle des peuples autochtones de l'Afrique et leurs territoires associés

En outre, nous sommes réunis en Caucus et ont convenu ce qui suit ;

1. Les représentants africains actuels du FPCF serviront dans l'Organisme Consultatif sur lequel l'on s'est mis d'accord à Kuna Yala portant sur le programme de renforcement des capacités de PAs. (Meitiaki Soikan (Anglophone) et Kapupu Diwa (Francophone) dont les remplaçants à ces deux représentants seront nommés en temps opportun, en tenant compte de l'égalité entre les sexes. Les représentants de ladite serviront sur l'organe consultatif pendant toute la durée de leur mandat en tant que représentants africains pour le FPCF. La même démarche se poursuivra avec leurs remplaçants
 2. En ce qui concerne le Fonds de renforcement de capacité sous le FPCF, le Caucus a convenu ce qui suit :
 - i. Le fonds de renforcement de capacité seront partagés également entre les trois régions (Afrique, Asie et Amérique Latine) ;
 - ii. Les fonds doivent être décaissés par les organisations des peuples autochtones aux organismes compétents ; et
 - iii. Le Comité Consultatif Mondial proposé à Kuna Yala doit superviser l'application et la distribution des fonds.
- A. Critères de sélection et la présentation de propositions :
- a. Les propositions doivent être complémentaires aux processus REDD + nationales afin de donner l'occasion aux PAs d'influencer le processus de prise des décisions au niveau national, élaboration des politiques et mise en place



des institutions appropriées pour que la REDD + puisse marcher pour les PAs

b. Les activités qui seront financées dans le cadre du programme de renforcement des capacités de PAs doivent contribuer:

- i. A l'accumulation de systèmes de savoirs autochtones qui seront utilisés pour informer les processus REDD +
- ii. Au développement des indicateurs sociaux, économiques, culturels et environnementaux pertinents pour la mise en œuvre et le suivi des prestations non-carbone et carbone
- iii. A l'examen des régimes fonciers existants au niveau local afin de comprendre s'il s'agit d'occupation de terre, collective, privés, ou propriété de l'État
- iv. A la recherche et à la documentation des connaissances indigènes et ;
- v. Au traitement des questions soulevées dans le présent Plan d'Action et de toute autre question émergente ayant de pertinence

Politiques de sauvegardes de la Banque Mondiale

a. Mener une formation de formateurs sur les politiques opérationnelles (y compris les sauvegardes) de la Banque



Mondiale et autres institutions internationales permettant de mettre en œuvre des activités de REDD +.

- b. Préparer et diffuser un guide simplifié sur les politiques opérationnelles (y compris les sauvegardes) de la Banque mondiale et autres institutions internationales.
- c. L'Équipe de Gestion du Fond (EGF) doit préciser si et comment la politique de surveillance de la Banque Mondiale s'applique-t-il aux activités liées à la FPCF. Pour toute activité liée à FPCF pour laquelle la politique de Supervision de la Banque mondiale ne s'applique pas, l'EGF doit préciser la personne ou l'entité ayant la responsabilité ultime d'exécuter chaque activité.
- d. Le Panel d'Inspection de la Banque mondiale devrait être capable d'envisager tous les cas pertinents pour le FPCF, y compris ceux-là liés aux activités qui se produisent après le décaissement de fonds de préparation à la REDD+ et avant que les accords de paiement des réductions des émissions ne soient signés.

Nous avançons d'avantage les recommandations suivantes pour lesquels nous demandons le FPCF et la Banque mondiale d'agir dans la poursuite du dialogue en cours :

1. Nous souhaitons voir le processus d'examen du PO 4.10 accélérées avec notre participation pleine et entière, sommes



préoccupés par le séquençage des consultations et le retard continu du procéder à l'examen de la politique à la UNDRIP alors que les projets continus d'être conçus et mis en œuvre dans nos territoires.

2. Nous espérons que les consultations qu'on nous a promis sur PO 4.10 et d'autres questions qui pourraient nous affecter soient systématiques et inclusives à partir des niveaux des communautés locaux, nationaux, régionaux et mondiaux.
3. Nous souhaitons que la Banque Mondiale profite de l'occasion de l'examen prévu d'aligner OP 4.10 à UNDRIP.
4. Les opérations de la Banque mondiale/FPCF en Afrique devraient tenir compte les commentaires de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et de Groupe de Travail sur les Droits de Populations / Communautés Autochtones
5. Nous voulons voir les exigences de la Charte du FPCF liées aux obligations Internationales et aux politiques de sauvegardes institutionnelles appliquées strictement dans l'évaluation, révision et mise en œuvre de REDD +, des stratégies ainsi que des réformes politiques et juridiques, y compris la planification des activités et projets.
6. Nous souhaitons voir les gains de peuples autochtones dans les réformes politiques et juridiques en cours reflétés dans les processus relatif à la REDD+ y compris R-PPs et le paquet de



préparation.

7. Nous souhaitons que la Banque mondiale puisse renforcer sa coordination avec la Commission Africaine sur les Droits de l'homme et Peuples et le Groupe de Travail sur les Populations et Communautés Autochtones en ce qui concerne les questions relatifs aux PAs et aux Peuples Pastorales.

Fonds de carbone FPCF

Nous demandons que :

1. Les valeurs non-carbones soient prises en compte dans la fixation de prix du carbone comme ils sont fondamentaux pour les peuples autochtones. Les programmes de réduction des émissions dans les territoires des peuples autochtones ne peuvent avoir lieu que par le biais de processus de participation pleine et effective des peuples autochtones.
2. Toutes les transactions liées aux paiements de carbone doivent respecter les droits coutumiers et statutaires des peuples autochtones à des terres, territoires et ressources.

Annexe 4: Quelques photos du dialogue





